LA COMMISSION JURIDIQUE DE L'APN A TRANCHÉ HIER

Entre 20 et 40% de femmes élues

La commission juridique de l'Assemblée populaire nationale a tranché, hier dans l'après-midi, sur les quotas réservés aux femmes, dans la loi sur la représentation féminine dans les assemblées élues : entre 20 et 40%.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Après une première réunion tenue samedi dernier, la commission a été convoquée hier dimanche et, sur proposition du Front de libération nationale, l'on a procédé à une modification substantielle du texte.

Ainsi, selon une source proche de la commission, l'on a opté pour des quotas en fonction de la taille de la circonspection électorale. «Pour les wilayas qui disposent de trente sièges et plus, le quota de la femme est fixé à 30% au moins. Celles disposant entre 14 et 30%, le quota de la femme y sera de 35%. Pour les wilayas dont le nombre de sièges est de cinq et plus, le quota réservé pour la femme est de 30%. Seules les wilayas disposant de moins de cinq sièges verront le quota de la femme ramené à 20% seulement.»

Rappelons que ce texte de loi et surtout les 30% réservés aux femmes dans les assemblées élues proposé par le gouvernement avait suscité de très fortes oppositions de la part de tous les partis siégeant au Parlement à l'exception du RND d'Ahmed Ouyahia et du RCD qui a gelé ses activités au sein de l'Assemblée.

Le parti majoritaire, le FLN, soutenu en cela par le MSP, le PT, le PT, etc. ont pesé de tout leur poids pour ramener le quota des femmes à 20% seulement.

Les opposants au quota à hauteur de 30% brandissaient l'argument selon lequel la société algérienne étant majoritairement et foncièrement conservatrice, notamment à l'intérieur du pays, il serait quasiment impossible pour un parti politique de trouver suffisamment de candidates pour satisfaire à cette obligation de loi. Ce qu'avait publiquement rejeté le gouvernement par la voix du ministre de la Justice, Tayeb Belaïz.

Intervenant récemment devant les députés, le ministre de la Justice avait clairement déclaré que le gouvernement rejette un premier amendement fait par la même commission juridique que préside le FLN, et qui a ramené le quota des femmes à 20%. Avant qu'une instruction présidentielle n'intervienne pour forcer Belkhadem à s'aligner sur la proposition du gouvernement.

Bouteflika avait, au fait, mis fin à la controverse qui pesait sur deux points essentiels dans les projets de réformes soumis à l'Assemblée : ledit quota des femmes et l'obligation faite aux ministres désirant se porter candidats aux élections de démissionner trois mois avant l'échéance électorale. Deux sujets sur lesquels le FLN de Abdelaziz Belkhadem s'était publiquement opposé.

Photo : Samir Sid.

Bouteflika chargera le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, et le président du Sénat, Abdelkader Bensalah, qui avait d'ailleurs rendu visite à Belkhadem à son domicile, de la décision présidentielle consistant en la suppression de l'article contraignant pour les ministres, mais aussi du maintien à hauteur de 30% du quota des femmes.

Le reste n'étant qu'instructions transmises par voie hiérarchique partisane, jusqu'aux membres de la commission juridique.

K. A.

TIRS CROISÉS ENTRE LE FLN, LE RND ET LE MSP

L'Alliance signe son acte de décès

On la savait rongée par les frictions internes mais on ne s'attendait guère à assister de sitôt et de la sorte au spectacle public de son irrémédiable distorsion. L'Alliance présidentielle, née pour servir le chef de l'Etat, sombre, les réformes politiques ayant précipité son naufrage.

Sofiane Aït Iflis - Alger (Le Soir) - Ce n'est plus à fleurets mouchetés que les Belkhadem, Ouyahia et Soltani s'affrontent désormais. C'est à qui assénera le coup de massue à l'autre. Fini le temps des convergences feintes et des congratulations de circonstance. Les chefs des trois partis de l'Alliance présidentielle enfilent leurs armures et jouent aux gladiateurs dans une arène politique jusque-là dominée par le vaudeville.

Abdelaziz Belkhadem, à qui les redresseurs du FLN hérissent déjà les poils de la barde, a mis, depuis samedi, une autre corde à son arc et a décoché à l'endroit d'Ahmed Ouyahia. Tant qu'à vivre avec les inimitiés, autant les démultiplier, semble avoir (mal) raisonné Belkhadem dont la sérénité se trouve sérieusement troublée ces temps derniers. «Je me demande pourquoi, à la veille de chaque rendez-vous important, c'est le FLN qui est ciblé (…) pourquoi certains, qui avaient pourtant été au pouvoir, ont partagé le pouvoir, n'ont jamais été ciblés ? Ces gens-là ont pourtant consacré la corruption et l'opportunisme. Nous, nous n'avons pas attendu le jour où les vents changent de direction pour prendre le train de la réconciliation nationale, juste par opportunisme, juste pour garder des postes», a-t-il asséné samedi depuis la Coupole vers où il a battu le rappel des troupes comme pour narguer Salah Goudjil et ses camarades redresseurs. Mais la volée est destinée à s'abattre sur Ouyahia et le RND que le propos accuse de corruption et d'opportunisme.

Ça ne devrait pas laisser de marbre Ouyahia que l'on sait porté sur l'estocade. Surtout que c'est son partenaire dans l'Alliance présidentielle qui s'est amusé à lui tailler des croupières. Miloud Chorfi, porte-parole du RND et chef du groupe parlementaire du parti, donne déjà le ton de ce que sera la réplique. «Le 1er Novembre appartient à tous les Algériens, il n'est pas l'apanage de ceux qui veulent le monopoliser», a-t-il soutenu, dans une allusion à peine voilée au FLN.

Ce pugilat politique entre les deux partis ayant constitué le socle de l'Alliance présidentielle intervient alors que le MSP avait enfilé ses gants depuis un bon moment déjà.

Aboudjerra Soltani n'a eu, en effet, de cesse de vilipender ses deux partenaires dans ce qui fut une Alliance présidentielle, accusant tour à tour le RND d'abord et le FLN ensuite de faire peu de cas de la présence de son parti, le MSP, parmi eux. Avec l'avènement des réformes politiques, à parler vrai la promesse du chef de l'Etat, le parti islamiste a ajouté d'autres graduations dans son animosité à l'encontre de ses supposés alliés, notamment le FLN qu'il accuse de tout entreprendre pour saborder les réformes en question. Il y va jusqu'à inviter le président Bouteflika à soustraire ses réformes à l'Assemblée populaire nationale, affublée, elle, du pas du tout élogieux titre d'illégitime, et les soumettre à l'appréciation du peuple.

C'est dit ainsi, sans les précautions d'usage chez les politiciens. Ce qui, bien évidemment, dénote de toute la sclérose qui a atteint l'Alliance présidentielle qui, censée servir l'action du président, travaille plus que la plus radicale des oppositions à lui en garantir l'échec.

S. A. I.

Jil Jadid : «Le socle de notre action : construire un État de droit»

Créée il y a quelques mois — mars 2011 — la formation Jil Jadid cible déjà les jeunes de l'immigration. Soufiane Djillali, son président ; Zoheir Rouis, son président Europe, et un certain nombre de membres fondateurs ont animé samedi à Paris une rencontre regroupant les premiers adhérents venus de différentes régions de France, de Suisse et de Belgique. Le débat animé a été suivi dans l'après-midi par une assemblée générale constitutive de la délégation Europe. Une conférence publique dans la ville de Caen devait suivre le lendemain.

De notre bureau de Paris,
Khadidja Baba-Ahmed

«Le devoir d'agir» est le slogan retenu par cette formation qui, selon les propres termes de ses responsables, se bâtit doucement. Agir pourquoi ? «Pour l'établissement de l'Etat de droit.» C'est le socle de Jil Jadid qui dit développer une stratégie de moyens volontaires et commencer pour l'heure «par structurer un noyau réellement homogène, cohérent dans sa pensée sur la base d'idées multiples, ouvertes et au-dessus des idéologies».

Etre au-dessus des idéologies est un constituant du discours de Jil Jadid qui ne semble éprouver aucune difficulté à prôner cette démarche. Le corollaire de cette dernière est évidemment l'absence d'un projet de société clair à cette formation naissante.

Questionnés sur l'absence de formalisation de la vision globale de la société algérienne qu'ils veulent bâtir comme celle de l'inexistence d'un programme, Soufiane Djillali et Zoheir Rouis répondent en livrant les différentes étapes de leur démarche et surtout en insistant au préalable sur la nouvelle façon de faire la politique qui caractérise leur parti.

«Faire de la politique, pour nous, c'est pratiquer un travail d'équipe où chacun apporte une contribution, une plue-value, son expertise, son savoir-faire et c'est d'une façon très démocratique et en conformité avec cette valeur que nous agissons. C'est ainsi, par exemple, que les statuts provisoires de J. J. (en attendant leur adoption par le futur congrès) sont le fruit d'un échange intense avec tous les membres (y compris par internet) de même que dans ses statuts et eu égard aux principes que nous défendons, les responsables de Jil Jadid ne peuvent exercer que deux mandats consécutifs.» Là est la méthode.

Quant au projet de société et au programme de gouvernement, l'on nous a appris que Jil Jadid s'attelle à la rédaction de trois grands textes. Dans le premier, il s'agira de décliner les valeurs qui fondent l'action de J. J. et qui sont essentiellement des valeurs de liberté et celle de responsabilité d'autant que pour cette dernière, le déficit est important. Ainsi, en traçant ces valeurs, en les identifiant «nous assurons l'existence d'une liaison vitale entre chaque membre du parti».

Quant au deuxième texte, partant des valeurs tracées, il devra définir le projet de société qui portera forcément les perspectives économiques et le positionnement géostratégique (quel type d'économie ; quel type de société …). Le troisième et dernier texte qui, lui, peut changer selon les conjonctures, notamment électorales, ce sera le programme de gouvernement et que se propose J. J. d'élaborer non seulement avec les adhérents mais avec également la société civile, économique, les syndicats… Et d'insister sur le fait qu'à J. J., les textes fondamentaux, notamment le projet de société, ne peuvent être que le résultat d'un travail collectif, d'échanges et d'accord sur l'essentiel, avant toute adoption : en fait un exercice démocratique différent «des pratiques que l'on a l'habitude d'observer».

Lorsqu'ils sont questionnés sur les alliances possibles avec d'autres formations, celles qui défendent les mêmes principes de base que leur parti, la réponse est on ne peut plus claire : «Des tentatives ont été faites en 1999 auprès du RCD, du CCDR, de l'ANR puis, un peu plus tard, avec des dissidents du FFS et du RND, mais sans résultat. La conviction du J. J. est que pour aller vers une possible convergence avec d'autres forces politiques sur le terrain, il faut d'abord exister.» Et c'est manifestement ce à quoi travaillent les adhérents de ce parti.

K. B.-A.